

Ecologie et extrême droite : un dangereux mélange

La préoccupation environnementale selon Marine Le Pen procède d'abord de la volonté d'exploiter le désarroi provoqué par la crise climatique et ses conséquences sur l'économie, l'emploi et les modes de vie.

A première vue, l'intérêt nouvellement manifesté par le Rassemblement national (RN) pour l'écologie, décrit et analysé dans une enquête du *Monde* parue le 13 août, pourrait être considéré comme une victoire de cette dernière. La préoccupation climatique est désormais si largement partagée qu'aucun parti politique ne peut la négliger. On aurait pourtant tort de se réjouir. Entre les mains des démagogues de l'extrême droite, l'idée universaliste et émancipatrice de la protection de la planète et des êtres vivants risque de se transformer en un vecteur de fausses théories, de nationalisme et de xénophobie, un instrument de division sociale, mais aussi en une redoutable machine de guerre politique.

Depuis longtemps, le terrain a été préparé par des théoriciens de l'extrême droite qui ont tissé des liens entre les thématiques identitaires et écologiques. Dressant un parallèle entre la protection de la biodiversité et celle de « races » essentialisées, ils ont ainsi cherché à justifier leur défense du repli des peuples sur eux-mêmes et leur phobie du métissage. Quant à l'« écologie intégrale » d'inspiration catholique intégriste, elle associe protection de la planète et du corps humain pour s'opposer farouchement à l'avortement et à la procréation médicalement assistée.

Pur opportunisme

L'écologie selon Marine Le Pen, si elle peut s'inspirer de ces lubies, procède d'abord de la volonté d'exploiter le désarroi provoqué par la crise climatique et ses multiples conséquences sur l'économie, l'emploi et les modes de vie, notamment les transports et l'alimentation. En promouvant une « *écologie du bon sens* », le RN entend dénoncer tout ce qui menace de perturber le mode de vie et de consommation des Français au nom de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Rejet des éoliennes, du zéro artificialisation des sols, défense de la voiture individuelle, des pavillons et de l'agriculture productiviste au nom de l'« enracinement ». Tout est bon pour nourrir ce pur opportunisme destiné à opposer « bon sens terrien » et « idéologie urbaine bobo » et à prospérer politiquement sur la dénonciation des hausses de facture et de l'« écologie punitive ».

Nourrie à la fois par un agrarisme qui considère la mondialisation et les politiques européennes comme les ennemies des paysages immuables et par une fuite vers le technosolutionnisme qui voit dans les progrès technologiques des solutions à tous les problèmes climatiques, cette vaste opération de « [greenwashing nationaliste](#) », selon l'expression de l'essayiste [Pierre Madelin](#), pourrait s'avérer politiquement redoutable. Après avoir dérobé la laïcité, le patriotisme et la valeur travail à la gauche, le RN pourrait-il en faire de même avec l'écologie ?

Poser cette inquiétante question revient à adresser un double avertissement. A Emmanuel Macron qui se pose en meilleur rempart contre l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir mais dont les réponses aux inquiétudes liées au changement climatique restent faibles, et dont les annonces sur la « planification écologique » ne cessent d'être reportées. Mais aussi à la gauche et aux Verts, largement convaincus que l'écologie ne peut être que de leur côté, trop souvent englués dans de vaines polémiques étrangères à l'électorat populaire. Faute de solutions concrètes, notamment en termes de mode de vie, de pouvoir d'achat et de fiscalité, pour répartir équitablement le coût de la transition climatique, les idées vertes courent un nouveau danger : être dérobées, détournées puis repeintes en brun.